

Relativement résilient en sortie de crise sanitaire, le pouvoir d'achat des ménages est désormais confronté à la hausse de l'inflation dans les principales économies de la zone euro

Le pouvoir d'achat¹ du revenu disponible brut (RDB) des ménages a connu dans les principales économies de la zone euro des variations trimestrielles d'ampleur au cours des deux dernières années (► **figure 1**). Il a ainsi reculé au printemps 2020, avec la baisse des revenus liée au premier confinement, avant de rebondir dès l'été 2020. Mais les trimestres récents ont été marqués par une forte inflation, qui, malgré les aides publiques mises en place dans les différents pays, pèse sur le pouvoir d'achat. Dans ce contexte, les enquêtes de conjoncture réalisées auprès des ménages suggèrent une forme d'attente avec des soldes d'opinion dégradés en matière de consommation et élevés en matière d'épargne.

Depuis l'automne 2021, l'augmentation des prix à la consommation pèse sur le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages

En 2021, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a évolué de manière contrastée au sein de la zone euro : recul en Allemagne (-0,8 % en variation annuelle), stabilisation en Espagne et nette progression en Italie (+2,0 %) et en France (+2,4 %). Durant les trois premiers trimestres de l'année, l'évolution du pouvoir d'achat a reflété principalement celle du revenu disponible brut des ménages (► **figure 2**). En France notamment, le revenu des ménages a accéléré, porté par le dynamisme de l'emploi salarié (► **figure 3**). En Espagne, l'emploi salarié a été nettement plus affecté par la crise sanitaire, et ce n'est qu'à l'été 2021 que le rebond de l'emploi a pu soutenir le pouvoir d'achat des ménages, sans pour autant que ce dernier rejoigne son niveau

d'avant-crise. En Allemagne, les bonnes performances du marché du travail ont contribué au dynamisme du revenu des ménages aux deuxième et troisième trimestres 2021, mais l'arrêt en janvier 2021 du taux de TVA réduit a pesé sur le pouvoir d'achat au premier trimestre 2021.

Au dernier trimestre 2021, le revenu des ménages a tiré le pouvoir d'achat en France et en Italie, comme aux trimestres précédents. En France en particulier, le revenu a été renforcé par les aides versées² aux ménages (indemnité inflation principalement). En Allemagne et en Espagne, les prix de consommation ont nettement dégradé l'évolution du pouvoir d'achat en fin d'année.

Au premier trimestre 2022, la nouvelle accélération des prix à la consommation a fortement pesé sur l'évolution du pouvoir d'achat³ dans les quatre principales économies de la zone euro (avec un impact allant jusqu'à -3 points de pourcentage en Espagne et -2,6 points

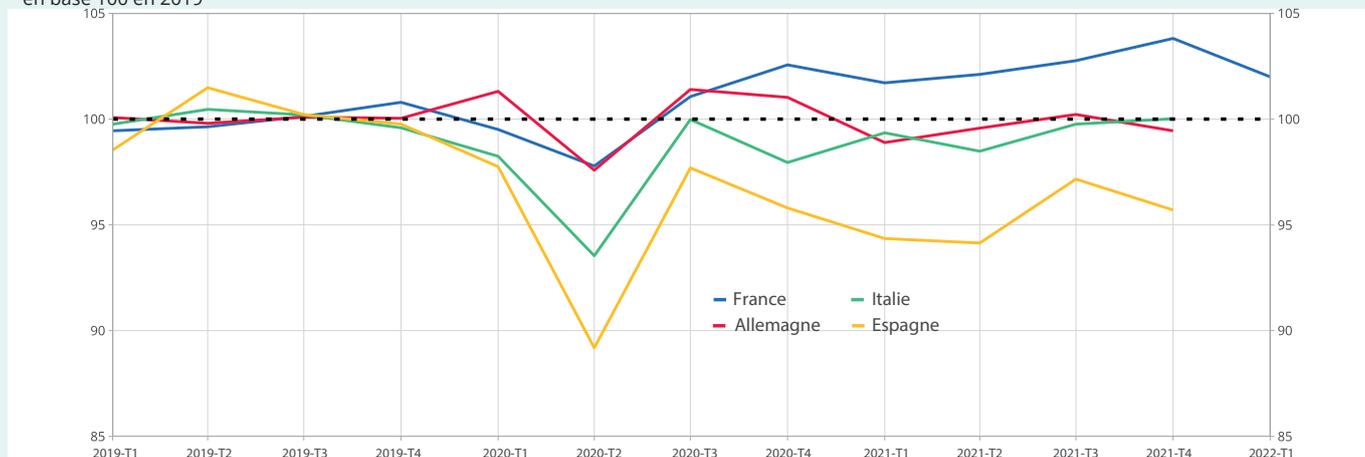
1 Au sens de la comptabilité nationale, donc le revenu disponible brut des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), rapporté au prix de la consommation des ménages.

2 L'indemnité inflation a été versée à certains ménages début 2022, pour autant, selon la méthode des droits constatés, elle est intégralement enregistrée par les comptes nationaux dans les revenus du dernier trimestre 2021.

3 Pour l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, le chiffre du pouvoir d'achat du premier trimestre 2022 n'a pas encore été publié par les instituts statistiques. Néanmoins, les chiffres de la consommation en valeur et en volume chaînés du premier trimestre 2022 publiés par les instituts statistiques indiquent que la contribution du déflateur sera négative dans les trois pays.

► 1. Fin 2021, le pouvoir d'achat a retrouvé ou dépassé son niveau de 2019 dans les principales économies de la zone euro, sauf en Espagne

en base 100 en 2019



Lecture : en France, au premier trimestre 2022, le pouvoir d'achat des ménages et des ISBLSM était 2,0 points au-dessus de son niveau moyen de 2019. Note : le pouvoir d'achat désigne le revenu disponible brut (RDB) des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), rapporté au déflateur de la consommation des ménages. Il peut différer pour la France du chiffre publié sur le site de l'Insee, qui concerne le seul champ des ménages. Pour l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, le chiffre du pouvoir d'achat du premier trimestre 2022 n'a pas encore été publié par les instituts statistiques. Source : Insee, Eurostat, calculs Insee

en Allemagne). En France, les revenus ont en outre été comptablement affectés par le contrecoup mécanique du versement fin 2021 de l'« indemnité inflation ».

Cette baisse du pouvoir d'achat intervient dans un contexte où les taux d'épargne des ménages restent élevés au sein des quatre principales économies de la zone euro. Ces taux d'épargne avaient significativement augmenté au printemps 2020 du fait d'une consommation bridée par le confinement ; ils ont baissé, mais se maintiennent au-dessus de leurs niveaux d'avant-crise (► **figure 4**). Ainsi, en moyenne, les ménages n'ont pas puisé dans leur surcroît d'épargne et ont même continué à épargner plus qu'avant la crise sanitaire. Cette situation moyenne peut toutefois masquer de fortes différences entre ménages, selon le niveau de revenu notamment.

Dans les différents pays, les pouvoirs publics tentent d'amortir les effets du choc d'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages

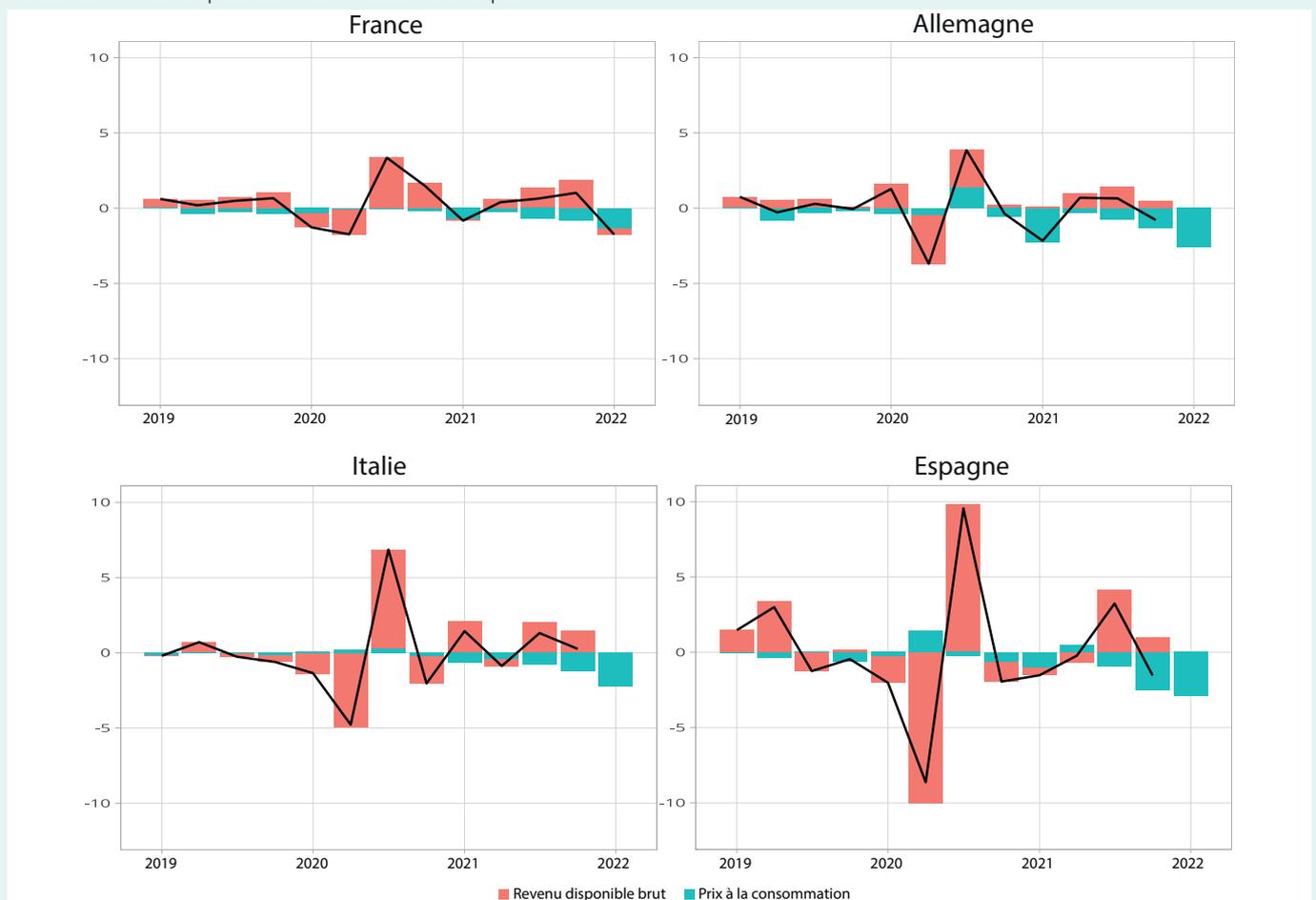
Dans un contexte de forte hausse de l'inflation, des mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages ont été adoptées⁴ dans les principales économies de la zone euro, notamment à partir de mars 2022. Elles s'ajoutent souvent à celles déjà instaurées depuis l'automne 2021 (► **encadré de l'éclairage** « L'inflation dans la zone euro », *Note de conjoncture* du 18 mars 2022).

Plusieurs de ces mesures ont un effet direct sur les prix à la consommation, en visant à contenir leur hausse : réduction du prix des carburants (France, Allemagne, Italie, Espagne) ou des prix des transports en commun (Allemagne), réduction de taxes énergétiques (Allemagne, Italie et

⁴ Le site suivant : <https://www.bruegel.org/publications/datasets/national-policies-to-protect-consumers-from-rising-energy-prices> se propose de recenser les différentes mesures annoncées. Néanmoins, celles-ci peuvent être assez évolutives.

► 2. Depuis l'automne 2021, l'inflation pèse sur le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages dans les principales économies de la zone euro

variation trimestrielle du pouvoir d'achat et contributions en points



Lecture : en France, au premier trimestre 2022, les prix de consommation ont contribué pour 1,3 point à la variation trimestrielle du pouvoir d'achat des ménages et des ISBLSM.

Note : pour l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, le chiffre du revenu disponible brut du premier trimestre 2022 n'a pas encore été publié par les instituts statistiques.

Source : Insee, Eurostat, calculs Insee

Conjoncture internationale

Espagne), limitation des factures de gaz et/ou de l'électricité à travers des rabais et/ou un encadrement tarifaire (en particulier en France avec le bouclier instauré dès l'automne 2021 et en Espagne avec le plafonnement des hausses pour le tarif réglementé du gaz à partir d'avril). De plus, à partir de juin, la péninsule ibérique pourra déroger aux règles du marché européen pour les prix de l'électricité, ce qui devrait se traduire par une baisse des tarifs en Espagne. Les autres mesures visent à soutenir le revenu des ménages : aides financières pour les salariés (Allemagne), pour les ménages à faibles revenus (Italie, Espagne, France avec l'« indemnité inflation ») et pour les ménages avec enfants (Allemagne), extension du dispositif d'aide au paiement des factures d'énergie (France, Italie, Espagne) ou encore augmentation

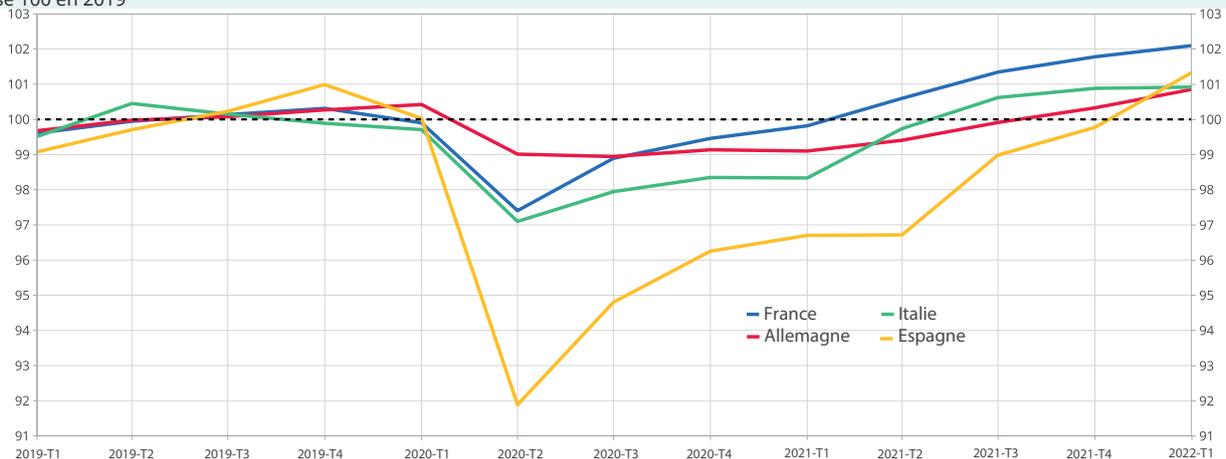
des minima sociaux (Espagne). Les mesures concernant la France et prises en compte dans la prévision sont détaillées dans les fiches **Prix à la consommation** et **Revenus des ménages** de cette *Note de conjoncture*.

Les enquêtes de conjoncture européennes auprès des ménages suggèrent une consommation peu allante au deuxième trimestre 2022

Dans les quatre pays étudiés ici, la forte remontée de l'inflation a fait baisser la confiance des ménages dans la situation économique, selon les enquêtes de conjoncture harmonisées au niveau européen. En particulier, le

► 3. L'emploi salarié a dépassé son niveau de 2019 dans les principales économies de la zone euro

en base 100 en 2019



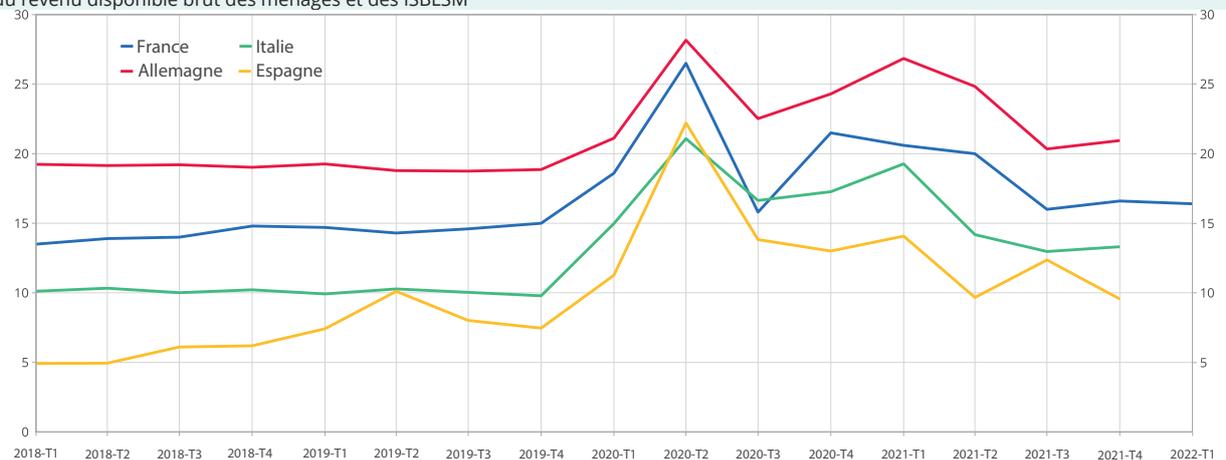
Lecture : en France, au premier trimestre 2022, l'emploi salarié était 2,1 points au-dessus de son niveau de 2019.

Note : ce graphique représente l'emploi salarié en personnes physiques en moyenne trimestrielle (emploi au sens de la comptabilité nationale), il peut donc différer de l'emploi salarié, en fin de trimestre, que publie l'Insee, la Dares et l'Accoss.

Source : Eurostat, calculs Insee

► 4. Dans les principales économies de la zone euro, le taux d'épargne se maintient au-dessus de son niveau d'avant-crise

en % du revenu disponible brut des ménages et des ISBLSM



Lecture : en Allemagne, au quatrième trimestre 2021, le taux d'épargne des ménages et des ISBLSM était de 21 %.

Note : pour l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, le chiffre du taux d'épargne du premier trimestre 2022 n'a pas encore été publié par les instituts statistiques.

Source : Eurostat, calculs Insee

solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants s'est fortement dégradé depuis la fin 2021 (► **figure 5**). En mai 2022 néanmoins, il s'est très légèrement redressé.

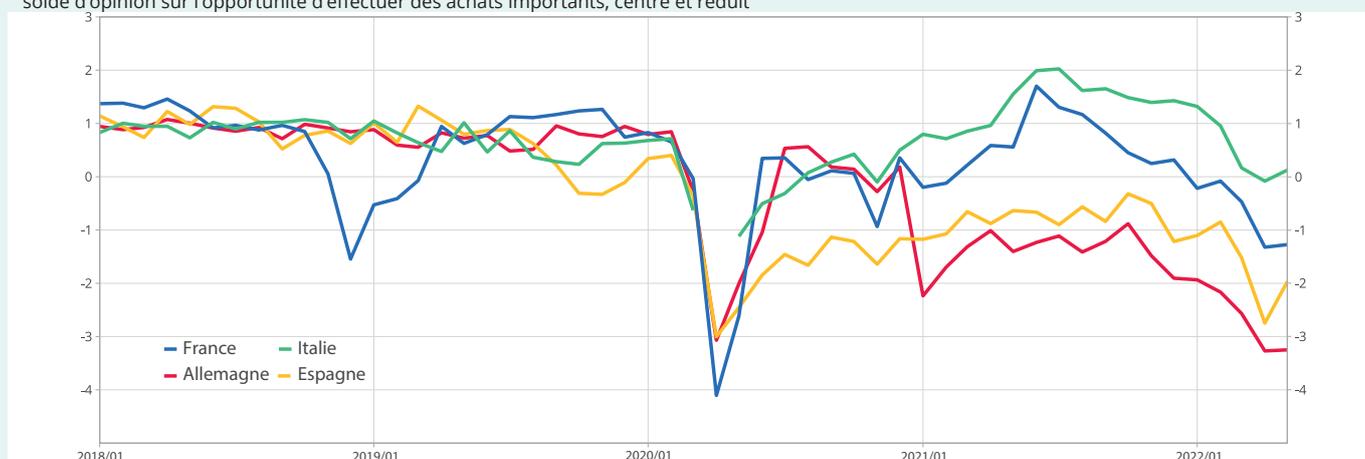
Dans le même temps, les soldes d'opinion sur l'opportunité d'épargner restent élevés en France, en Allemagne et en Italie. Ce solde avait beaucoup progressé notamment en France au moment des

confinements, quand la consommation était bridée alors qu'une large partie des revenus était préservée. Néanmoins, il n'a que peu diminué par la suite, témoignant sans doute d'un certain attentisme face à la situation économique. L'Espagne se distingue avec une baisse récente de ce solde d'opinion (► **figure 6**), sans doute en lien avec une situation plus dégradée que les autres pays en matière de pouvoir d'achat. ●

Robin Navarro, Meryam Zaiem

► 5. Depuis début 2022, de moins en moins de ménages déclarent qu'il est opportun d'effectuer actuellement des achats importants

solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants, centré et réduit



Lecture : en mai 2022, en Espagne, le solde d'opinion centré-réduit associé à l'opportunité de faire, actuellement, des achats importants était 2,0 écarts-types en dessous de son niveau moyen de long terme (moyenne du solde entre janvier 2010 et mai 2022).

Note : les données sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages. Le solde d'opinion est mensuel. Ces statistiques sont issues des enquêtes européennes harmonisées par la DG ECFIN, notamment en matière de désaisonnalisation. Leurs valeurs peuvent donc différer de celles diffusées par l'Insee à partir de la même source ; les tendances sont néanmoins similaires. Les données italiennes n'ont pas été collectées pendant le premier confinement de 2020.

Source : DG ECFIN, calculs Insee

► 6. Au printemps 2022, les soldes d'opinion sur l'opportunité d'épargner restent élevés, sauf en Espagne

solde d'opinion sur l'opportunité d'épargner, centré et réduit



Lecture : en mai 2022, en Espagne, le solde centré-réduit associé à l'opportunité d'épargner actuellement était 1,0 écart-type en dessous de son niveau de long terme (moyenne du solde entre janvier 2010 et mai 2022).

Note : les données sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages. Le solde d'opinion est mensuel. Ces statistiques correspondent aux enquêtes européennes centralisées et harmonisées par la DG ECFIN, notamment en matière de désaisonnalisation. Leurs valeurs peuvent donc différer de celles diffusées par l'Insee à partir de la même source ; les tendances sont néanmoins similaires. Les données italiennes n'ont pas été collectées pendant le premier confinement de 2020.

Source : DG ECFIN, calculs Insee